

# Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Dossier

**Dossier: Kantonale Regierungswahlen 2016**

# Impressum

## Herausgeber

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Beiträge von

Porcellana, Diane  
Schubiger, Maximilian

## Bevorzugte Zitierweise

Porcellana, Diane; Schubiger, Maximilian 2025. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Dossier: Kantonale Regierungswahlen 2016, 2016*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), abgerufen am 16.07.2025.

# Inhaltsverzeichnis

Récapitulatif des élections communales et cantonales 2016	1
élection complémentaire à Zoug 2016	2
Elections des gouvernements des cantons de Schwytz, Uri et Thurgovie 2016	2
Regierungsratswahlen Uri 2016	3
Double démission au gouvernement bernois 2016	4
Election du gouvernement du canton de St-Gall 2016	5
Ersatzwahl Regierungsrat Bern 2016	6
Election complémentaire au gouvernement obwaldien 2016	7
Election complémentaire à Nidwald 2016	8
Election au gouvernement d'Appenzell Rhodes-Interieures 2016	8
Election du gouvernement du canton de Schaffhouse 2016	9
Election gouvernement argovien 2016	9
Election du gouvernement du canton de Bâle-Ville 2016	10
L'élection du gouvernement fribourgeois 2016	11

# Abkürzungsverzeichnis

**SRF** Schweizer Radio und Fernsehen  
**USR III** Unternehmenssteuerreform III

---

**RTS** Radio Télévision Suisse  
**RIE III** Réforme de l'imposition des entreprises III

# Récapitulatif des élections communales et cantonales 2016

## Wahlen

WAHLEN  
DATUM: 01.01.2016  
DIANE PORCELLANA

En 2016, plusieurs cantons (**UR, SZ, FR, BS, SH, SG, AG, TG**) ont renouvelé leurs **autorités cantonales**. La composition partisane des exécutifs est restée inchangée dans les cantons de Schwytz, Fribourg, Bâle-Ville, Schaffhouse, Saint-Gall et Thurgovie. Excepté Bâle-Ville, elle reflète des majorités bourgeoises ou de centre-droite. En Argovie, les Verts ont perdu un siège au profit de l'UDC, renforçant ainsi la majorité de centre-droit. Dans le canton d'Uri, l'UDC a été congédiée après six ans au Conseil d'Etat. A présent, le PLR possède autant de sièges que le PDC. Le canton d'Obwald a connu deux élections complémentaires au cours de l'année. Le PDC a pu maintenir son siège, tout comme dans le canton de Zoug. Le siège PLR a été obtenu par un citoyen sans couleur politique. Egalement à Nidwald, le PLR n'a pas réussi à garder son siège. L'accès de l'UDC au gouvernement bernois a permis de renverser la majorité rouge-verte en place depuis 2006.

Figurent parmi les perdants, le PS, le PLR et les Verts avec la perte de chacun un siège. Ils ont été récupérés par l'UDC, le PDC et un Indépendant. Le PDC reste le parti avec le plus de représentantes et représentants dans les exécutifs cantonaux, avec 40 fauteuils. Il est suivi par le PLR (39 sièges) et le PS (28 sièges).

S'agissant des parlements cantonaux, le parlement de Schwytz expérimentait pour la première fois la répartition des sièges selon le système du double Pukelsheim. Le PLR a progressé avec un gain de 4 sièges dans les cantons de Fribourg et de Saint-Gall, 3 fauteuils à Uri et à Schwytz, et 2 sièges en Thurgovie. L'UDC a également renforcé sa présence grâce à l'obtention de 5 sièges à Saint-Gall et de 3 sièges en Thurgovie. Le PS suit la tendance, avec 5 sièges en Argovie et 3 sièges en Thurgovie. Les Vert'libéraux font une entrée remarquable dans les législatifs de Bâle-Ville et de Schaffhouse avec l'obtention de 4 sièges, tout comme à Schwytz avec 3 sièges. Lors des élections 2016, le PDC s'est affaibli dans tous les législatifs cantonaux. Le PBD n'est plus représenté dans les parlements fribourgeois et st-gallois, le PEV a perdu ses 2 représentants à Saint-Gall.

L'UDC reste en tête, avec ses 590 sièges dans les législatifs cantonaux. Le PLR (544 sièges) arrive derrière l'UDC et est suivi par le PS (459 sièges) et le PDC (435 fauteuils).

Du côté des villes, les citoyennes et citoyens de Bienne, Lucerne, Lugano, Lausanne, Berne et Saint-Gall ont été invités à s'exprimer. Lucerne, Lausanne et Lugano n'ont pas connu de changement concernant la composition de leur exécutif. L'UDC a fait son entrée dans l'exécutif de la ville de Bienne. Le PLR n'est plus présent à Berne. A Saint-Gall, le PLR et le PDC ont chacun perdu un siège. Concernant les législatifs, le PDC, le PST, solidaritéS et les Vert'libéraux siègent maintenant à Lausanne. Les socialistes ont progressé à Lausanne, Lucerne, Berne et Saint-Gall. L'UDC a gagné des sièges à Berne, Bienne et Lugano. Cette année, ce sont le PLR et les Verts qui ont perdu des plumes.

L'année 2016 marquait le 25e anniversaire de la participation des femmes à la Landsgemeinde d'Appenzell Rhodes-Intérieures. L'exécutif du canton de Bâle-Ville compte une femme supplémentaire dans ses rangs. Les villes de Saint-Gall et de Lugano accueillent une femme pour siéger dans l'exécutif, une seconde femme fait son entrée à Lausanne et à Lucerne. Aussi bien dans les principales villes que dans les cantons, la part des femmes lors des dernières élections a augmenté, dans les législatifs, par rapport aux avant-dernières élections. A la fin de l'année 2016, elles représentaient 26.4% dans les parlements cantonaux et 39.6% au niveau communal.<sup>1</sup>

# élection complémentaire à Zoug 2016

## Kantonale Ersatzwahlen

WAHLEN  
DATUM: 17.01.2016  
DIANE PORCELLANA

Suite à l'élection de Peter Heggin (pdc) au Conseil des Etats, en octobre 2015, une **élection complémentaire à Zoug** a dû être organisée. En vue d'occuper le siège laissé vacant du PDC, trois candidats sont entrés en course: Martin Pfister (pdc), Zari Dzaferi (ps) et, pour le Parti Pirate, Stefan Thöni. Martin Pfister ainsi que le candidat du Parti Pirate s'étaient déjà présentés lors des dernières élections régulières en 2014, mais n'avaient pas pu obtenir de siège, bien que Pfister eût recueilli le nombre de voix nécessaires. Les socialistes espéraient récupérer leur siège perdu en 2006. L'Alternative-verte, présente au gouvernement avec la conseillère d'Etat Manuela Weichelt-Picard, avait annoncé son soutien pour le candidat socialiste Zari Dzaferi, dans l'espoir de renforcer la présence socialiste au sein du gouvernement. Depuis 2014, le gouvernement est élu à la majorité absolue. Ainsi, le PDC a maintenu son siège avec Martin Pfister, qui a obtenu cette majorité absolue (13'966 voix) avec 17'844 voix. Le candidat socialiste a recueilli 8'540 voix et le candidat du Parti Pirate 1'547 voix. Ainsi la composition du gouvernement reste-t-elle inchangée.<sup>2</sup>

# Elections des gouvernements des cantons de Schwytz, Uri et Thurgovie 2016

## Wahlen in kantonale Regierungen

WAHLEN  
DATUM: 28.02.2016  
DIANE PORCELLANA

Comme dans d'autres cantons, le **gouvernement thurgovien** est **renouvelé** en février. Quatre anciens membres du gouvernement se représentent pour un mandat supplémentaire, à savoir Monika Knill (udc), Jakob Stark (udc), Carmen Haag (pdc) et Cornelia Komposch-Beuer (ps). Kaspar Schläpfer (plr) quitte le gouvernement et deux nouveaux candidats entrent en course. Le Parti libéral radical propose Walter Schönholzer et les Vert'libéraux Ueli Fisch.

Lors de la campagne, l'UDC a déclaré son soutien au candidat PLR et aux anciens membres ayant choisi de se représenter. Lors de la journée du PS, le Parti a seulement invité le candidat Walter Schönholzer pour qu'il se présente à l'électorat. L'autre candidat Ueli Fisch n'a pas été convié, sachant que les socialistes n'allaient pas le soutenir. Ueli Fisch déplora cela, il aurait souhaité avoir, comme son adversaire, l'opportunité de se présenter aux membres du PS. Le PS, se sentant en danger suite à la candidature du candidat vert'libéral, prend chaque candidature pour un siège au gouvernement comme une attaque personnelle. Cependant, les socialistes sont persuadés qu'Ueli Fisch n'a aucune chance d'obtenir un siège, ils soutiennent donc le candidat PLR, afin de maintenir la concordance actuelle. Le PBD est d'avis que les deux nouveaux candidats feront l'affaire. Le Parti évangélique, lui, recommande le candidat PLR. Les Verts, bien que jugeant les deux nouveaux candidats aptes à remplacer le Conseiller d'Etat sortant Kaspar Schläpfer, ont décidé de soutenir les Vert'libéraux. Lors d'une soirée de débat, en présence de tous les candidats, les anciens conseillers d'Etat se sont mutuellement soutenus. Les citoyens ont exprimé leur difficulté à différencier les deux nouveaux candidats, au profil plutôt proche. Toujours dans la campagne, les Vert'libéraux ont fait savoir leur mécontentement envers les autres partis, qui se recommandent en petits caractères entre eux sur les affiches publicitaires.

Avec une participation à 44.6% et une majorité absolue de 28'409 voix, la Conseillère d'Etat Carmen Haag, entrée en fonction en juin 2014, obtient le meilleur score avec 53'967 voix. Elle est suivie par Monika Knill avec 52'586 voix et Jakob Stark avec 49'745 voix. Cornelia Komposch-Beuer arrive derrière avec 46'446 voix, Walter Schönholzer avec 45'634 voix et Ueli Fisch avec 31'432 voix. Par conséquent, Walter Schönholzer est élu. Ueli Fisch ne siègera pas au gouvernement, même s'il a également obtenu la majorité absolue. La composition du gouvernement reste donc inchangée, toujours avec une orientation bourgeoise.<sup>3</sup>

Juste avant les **élections du gouvernement cantonal schwytois**, le canton s'est doté d'une nouvelle Constitution cantonale le 3 mars 2016. Le mode électoral pour cette élection n'a pas été modifié. Ainsi, les membres ont-ils été élus au système majoritaire. Afin de conserver le siège laissé libre par Kurt Zibung, le PDC a proposé, en plus de son conseiller d'Etat actuel Othmar Reichmuth, Andreas Meyerhans et Michael Stähli comme candidats. Le PS et les Verts ont proposé Birgitta Michel Thenen (verts) et Paul Furrer (ps). La gauche souhaitait récupérer son siège, perdu il y a quatre ans, en proposant une liste verte-rouge, sa part d'électeurs étant d'environ 20%. Le but était ainsi de favoriser le retour de la concordance au sein du gouvernement. L'ancien député UDC au pouvoir législatif, Roland Urech (sans parti), s'est quant à lui présenté sur une liste libre, sans lien avec son ancien parti. Son combat était axé autour de la stabilisation des finances du canton. Pour les partis PLR et UDC, les anciens membres du gouvernement ont choisi de se représenter: Petra Steimen-Rickenbacher(plr) et Michel Kaspar (plr), André Rügsegger (udc) et Andreas Barraud (udc). Quant à l'UDC, elle proposait un nouveau candidat en vue de conserver le siège laissé libre par Walter Stählin, à savoir René Bünter. Selon les résultats des élections fédérales, l'UDC pouvait prétendre à trois sièges au gouvernement. Les deux partis, UDC et PLR, ont repris, sur leur liste respective, les candidats de l'autre parti pour former un front bourgeois. Le PLR a justifié ce lien avec l'UDC par la volonté de préserver la majorité bourgeoise, ayant estimé que la section cantonale du PDC se positionnait plutôt à gauche. Avec une très faible participation de 37,2% et une majorité absolue à 14'104 voix, les deux anciens membres du gouvernement du parti PLR obtiennent le meilleur score, Petra Steimen-Rickenbacher avec 26'616 voix et Michel Kaspar avec 26'478 voix. André Rügsegger et Andreas Barraud obtiennent respectivement 23'464 et 23'257 voix, le PDC Othmar Reichmuth 20'569 voix, René Bünter 19'225 voix et, finalement, Michael Stähli 15'439 voix. Ainsi la composition du gouvernement est-elle maintenue: trois UDC, deux PLR et deux PDC. Le candidat PDC Andreas Meyerhans a également obtenu la majorité absolue avec 14'424 voix, plus aucun siège n'était cependant disponible. Les candidats de la liste verte-rouge n'ont quant à eux pas réussi à atteindre la majorité absolue, Paul Furrer a obtenu 8'550 voix et Birgitta Michel Thenen 8'474 voix. <sup>4</sup>

## Regierungsratswahlen Uri 2016

### Wahlen in kantonale Regierungen

Pour l'élection majoritaire du **gouvernement uranais** dans les vingt circonscriptions électorales, trois des sept anciens membres du gouvernement n'ont pas déposé de candidature. Les motifs justifiant leur non-participation sont, pour Josef Dittli (plr), son élection au Conseil des Etats le 18 octobre 2015, pour le socialiste Markus Züst, sa démission du gouvernement et, pour Beat Arnold (udc), sa nomination au Conseil national. Les trois membres du PDC – Beat Jörg, Heidi Z'Graggen et Urban Camenzind – se représentent, ainsi que la PLR Barbara Bär. Outre ces candidatures, l'UDC propose deux nouveaux candidats – Alois Arnold-Fassbind et Petra Simmen –, le Parti libéral radical trois candidats – Toni Epp, Urs Janett et Roger Nager – et le Parti socialiste la candidature de Dimitri Moretti. Barbara Bär avait tout de suite été désignée lors du premier tour de l'Assemblée des délégués PLR. A l'issue de l'Assemblée, Urs Janett et Toni Epp ont aussi été choisis comme candidats officiels. Roger Nager a décidé de poser sa candidature, sans soutien de son parti en décembre 2015. La candidature de Petra Simmen a été critiquée lors de la campagne, car jugée comme moralement et éthiquement problématique. Si elle est élue, elle pourrait être à la tête de la direction de la sécurité. Son élection pourrait alors placer son mari, chef du Schwerverkehrszentrum Uri, sous ses ordres. L'UDC décide, malgré cette critique rédigée dans le Neue Urner Zeitung du 12 décembre 2015 par le rédacteur Bruno Arnold, de la présenter, tout comme Alois Arnold-Fassbind.

Au premier tour, avec une participation de 61,6% et une majorité absolue de 7'599 voix, les quatre anciens membres sont réélus – en tête Beat Jörg (11'138 voix), suivi de Urban Camenzind (10'424 voix), de Heidi Z'Graggen (9'847 voix) et de Barbara Bär (8'497 voix). Roger Nager est également élu avec 7'841 voix. Bien qu'il n'était pas le candidat officiel du Parti libéral radical, son élection a permis à ce dernier de conserver le siège laissé vacant par Josef Dittli.

Pour le deuxième tour, encore deux sièges sont à attribuer. Le PLR repropose Urs Janett, tout comme le PS Dimitri Moretti et l'UDC Petra Simmen. Avec une participation de 40,9% sont élus, le 10 avril 2016, Urs Janett avec 7'248 voix et Dimitri Moretti avec 4'994 voix. La candidate UDC, avec 4'593 voix, n'était pas très loin du candidat socialiste. Les socialistes ont réussi à garder leur siège, contrairement à l'UDC, qui a

perdu son siège au profit du PLR. L'UDC, après six ans au gouvernement, en a été congédié. L'UDC fait face, suite à la nomination de Beat Arnold au Conseil national, à la difficulté de trouver des candidats potentiels. Le PS, qui a souvent brandit l'argument du respect de la concordance, a réussi à maintenir son siège.<sup>5</sup>

## Double démission au gouvernement bernois 2016

### Kantonale Ersatzwahlen

WAHLEN  
DATUM: 28.02.2016  
DIANE PORCELLANA

Lors de la législature en cours (2014–2018), deux membres du gouvernement bernois ont déposé leur **démission pour le 30 juin 2016**, à savoir Philippe Perrenoud (ps) et Andreas Rickenbacher (ps). Les motifs de leur démission sont, pour le premier, une réorientation de sa carrière professionnelle et la volonté de consacrer du temps à sa famille et à ses proches. Quant au second, il souhaite se tourner vers l'économie privée. Le siège qu'occupait Philippe Perrenoud est le siège réservé au Jura bernois. Ainsi, lors de l'élection, six candidats se sont présentés pour les deux sièges vacants : pour l'UDC, les candidats Lars Guggisberg et Pierre-Alain Schnegg, Christophe Ammann et Roberto Bernasconi pour le parti socialiste, Patrick Gsteiger (pev) et Bruno Moser (sans parti). Les candidats Pierre-Alain Schnegg, Roberto Bernasconi et Patrick Gsteiger pouvaient prétendre au siège garanti au Jura bernois. Le PS souhaitait dès le début maintenir ses deux sièges vacants. Pour l'UDC, cette revendication était jugée disproportionnée étant donné la part d'électeurs qui soutient le PS. Comme aucun autre parti bourgeois ne présentait de candidat, l'UDC en proposa donc deux. Les Vert'libéraux et le PEV désiraient proposer un candidat, ainsi le candidat Patrick Gsteiger pouvait compter sur le soutien des Vert'libéraux comme il est entrepreneur dans le domaine des énergies. Concernant le siège du Jura bernois laissé vacant par Philippe Perrenoud, il y a eu de la conflictualité au sein des socialistes. Il existe plusieurs partis socialistes dans le Jura bernois, le Parti socialiste du Jura bernois (PSJB) qui est membre du PS du canton de Berne et le Parti socialiste du Jura Sud (PSA) membre du PS Suisse. Le PSA souhaite faire partie du canton du Jura et c'est sur la question jurassienne qu'il se distancie du PS du canton de Berne. La peur était que le PSA propose un candidat, ce qui aurait pour conséquence de faire perdre des voix au PS du canton de Berne. Le parti a besoin du soutien du PSA pour son candidat et espère l'avoir, comme à l'époque pour l'élection de Phillippe Perrenoud. Pour le parti, il est nécessaire d'avoir qu'un candidat socialiste pour le siège du Jura bernois. Le candidat Roberto Bernasconi avait un bon profil, selon le PS du canton Berne, car il respectait les positions du PSA. Cependant, pour le PSA, ce candidat ne respectait pas leurs positions, il est accusé d'avoir œuvré pour rester dans le canton de Berne aux côtés de l'UDC lors du vote de novembre 2013 sur la question jurassienne. Alors que le PSJB soutient le candidat Roberto Bernasconi, le PSA envisageait de proposer son candidat, à savoir Peter Gasser. Mais, comme le PSA est membre du PS Suisse et non du PS du canton de Berne, ils n'avaient pas le droit de proposer un candidat. Finalement donc, il a été décidé de ne proposer que les candidats Christophe Ammann et Roberto Bernasconi.

Concernant les autres partis, le président de la fraction cantonale du PBD, Dieter Widmer, recommandait de voter en faveur du candidat socialiste Christoph Ammann plutôt que pour le candidat UDC Lars Guggisberg. La raison était le risque que l'UDC obtienne deux sièges supplémentaires et par conséquent, un retour de la majorité UDC au gouvernement cantonal perdue en 2006. En raison du siège réservé au Jura bernois et de la probabilité que ce siège soit occupé par l'UDC Pierre-Alain Schnegg, l'UDC pouvait gagner les deux sièges vacants, si Lars Guggisberg était élu pour remplacer Andreas Rickenbacher. Le PBD, le PLR et l'UDF recommandaient quant à eux Pierre-Alain Schnegg pour le siège du Jura bernois. Ainsi, en soutenant le candidat socialiste pour le siège d'Andreas Rickenbacher, le PBD espérait éviter le scénario d'une majorité UDC au gouvernement cantonal.

Le jour d'élection, avec une participation de 52,7% et une majorité absolue à 181'084 voix, seul Christoph Ammann a obtenu un siège avec 182'476 voix. Concernant le deuxième tour, la garantie d'un siège pour le Jura bernois au gouvernement limitait le profil des candidats à trois critères: être de langue française, résider dans l'arrondissement administratif du Jura bernois et avoir le droit de vote dans le canton de Berne. Ainsi, trois candidats restaient en course lors du deuxième tour organisé pour le 3 avril 2016. Il s'agit de Roberto Bernasconi, Patrick Gsteiger et de Pierre-Alain Schnegg. L'attribution du siège se calcule par la racine carrée du produit des suffrages exprimés dans le Jura bernois et des suffrages dans l'ensemble du canton. Le candidat

ayant la plus haute moyenne géométrique l'emporte. Ainsi, le candidat Pierre-Alain Schnegg était donc élu avec une moyenne géométrique de 36'475, suivi par le socialiste Roberto Bernasconi (moyenne géométrique 34'703) et Patrick Gsteiger (moyenne géométrique 11'124). En conséquence, lors du premier tour, le siège laissé par le socialiste Andreas Rickenbacher a été assuré par l'élection de Christoph Ammann. Cependant, le PS a perdu un de ses sièges au profit de l'UDC avec l'élection de Pierre-Alain Schnegg. L'élection de ce dernier met fin à une majorité rouge-verte en place depuis 2006. L'élection pour le siège du Jura bernois a joué un rôle clé, étant donné que la majorité du gouvernement a basculé à droite. Ainsi, la composition du gouvernement, stable depuis 2010, a-t-elle été remise en cause. Déjà en 2014 lors des élections régulières, le PS avait failli perdre son siège (siège réservé au Jura bernois).<sup>6</sup>

## Election du gouvernement du canton de St-Gall 2016

### Wahlen in kantonale Regierungen

WAHLEN  
DATUM: 28.02.2016  
DIANE PORCELLANA

Au terme de la législature (2012-2016), les sept sièges du **gouvernement du canton de St-Gall** étaient à renouveler selon le système majoritaire. Deux membres issus du gouvernement antérieur ont décidé de ne pas se représenter, à savoir Martin Gehrer (pdc), souhaitant s'orienter vers l'économie privée, et Willi Haag (plr), désireux de prendre sa retraite. Pour le premier tour, neuf personnes se sont portées candidates. Cinq anciens membres du gouvernement ont choisi de se représenter, Stefan Kölliker (udc), Heidi Hanselmann (ps), Fredy Fässler (ps), Benedikt Würth (pdc) et Martin Klöti (plr). S'agissant des nouveaux candidats, la section cantonale du PDC a présenté Bruno Damann et le Parti libre Andreas Graf. Le président de l'UDC St-Gall Herbert Huser était également candidat, tout comme Marc Mächler pour le PLR. Dès le mois d'août 2015, l'UDC avait fait part de son souhait d'acquérir un siège supplémentaire, afin de renforcer la présence bourgeoise au gouvernement cantonal, le parti étant notamment légitimé par sa majorité au sein du pouvoir législatif. Candidat UDC au premier tour, Herbert Huser avait déjà pris part antérieurement, en 2010, aux élections de l'exécutif cantonal. Ne présentant aucun candidat au premier tour, le PBD soutenait le candidat Bruno Damann. La Chambre de commerce et d'industrie St-Gall-Appenzell et l'Union cantonale des arts et métiers espéraient la formation d'un gouvernement bourgeois, marqué par une forte présence du PS.

Les cinq anciens membres ont obtenu la majorité absolue dès le premier tour, tout comme Bruno Damann qui accédait ainsi pour la première fois au gouvernement cantonal. Le PDC a donc maintenu son siège, laissé vacant par Martin Gehrer. Avec une participation de 52% et une majorité absolue fixée à 79'412 voix, le sortant Benedikt Würth a pris la tête des élections avec 105'244 voix (soit 66.3% des voix), suivi par Martin Klöti (103'378 voix), Heidi Hanselmann (98'579 voix), puis Stefan Kölliker (96'683 voix), le socialiste Fredy Fässler (93'307 voix) et, finalement, Bruno Damann (90'858 voix). La participation à l'élection de l'exécutif cantonal était plus élevée (51.9%) que pour l'élection du parlement (45.4%). Cependant, si l'on compare le taux de participation pour l'élection du pouvoir exécutif aux taux de participation pour les votations qui ont eu lieu le même jour (environ 60%), force est de constater que les élections ont été mises de côté.

Afin d'attribuer le dernier siège disponible, un second tour a été agendé au 24 avril 2016. Marquée par une faible participation (33.7%), cette deuxième étape voyait s'affronter quatre candidats: Andreas Graf et Marc Mächler, qui avaient déjà pris part au premier tour, Esther Friedli pour l'UDC et Richard Ammann pour le PBD. Alors que le PBD n'est entré en lice qu'au second tour, l'UDC a porté son choix sur une candidature différente de celle du premier tour. Herbert Huser a ainsi été remplacé par la compagne de Toni Brunner. Anciennement membre du PDC, Esther Friedli a adhéré à l'UDC peu avant l'annonce de sa candidature. Pour ce deuxième tour, le PLR et l'UDC ont utilisé des vidéos pour faire campagne. C'est finalement Marc Mächler, qui a récolté le plus de voix (43.8 %). Ce dernier a pu distancer sa concurrente, comme au premier tour, grâce au soutien du PDC et aux voix du PS et des Verts. Le PDC avait déjà assuré son siège au premier tour et le PLR a également maintenu son siège, grâce à l'élection de Marc Mächler. En conséquence, la composition partisane du gouvernement reste inchangée et demeure marquée par la présence d'une seule femme.<sup>7</sup>

# Ersatzwahl Regierungsrat Bern 2016

## Kantonale Ersatzwahlen

WAHLEN  
DATUM: 28.02.2016  
MAXIMILIAN SCHUBIGER

Aufgrund zweier Rücktritte wurden **2016** im Kanton **Bern Regierungersatzwahlen** nötig. Gleich zwei der drei SP-Regierungsräte wollten das Amt niederlegen. Der Bernjurassier Philippe Perrenoud (BE, sp) war 2006 in die Regierung gewählt worden und hatte fortan die Gesundheits- und Fürsorgedirektion geleitet, die seit 1976 in SP-Hand war. Perrenoud wurde eine gewisse Amtsmüdigkeit nachgesagt, musste er doch in seiner Regierungszeit auch immer wieder mit viel Kritik umgehen. Andreas Rickenbacher (BE, sp), ebenfalls seit 2006 Regierungsrat, erklärte, er trete zurück, weil er neue Herausforderungen angehen wolle. Der Seeländer hatte als Volkswirtschaftsdirektor bei allen Parteien Respekt genossen.

Zur Ersatzwahl traten sechs Kandidaten an. Für die SP wollte Christoph Ammann Rickenbacher beerben und sollte Roberto Bernasconi (BE, sp) im Berner Jura den garantierten «Jura-Sitz» verteidigen. Die SVP schickte mit Lars Guggisberg (BE, svp) und Pierre Alain Schnegg (BE, svp) zwei Herausforderer ins Rennen, die beide im grossen Rat sass. Schnegg galt als linientreuer SVP-Politiker mit intakten Aussichten, den Jura-Sitz erobern zu können. Aus der Mitte gab es eine EVP-Kandidatur: Grossrat Patrick Gsteiger (BE, evp) sollte ebenfalls versuchen, den Sitz im französischsprachigen Teil des Kantons zu erobern. Als chancenlos galt in den Medien die Kandidatur des parteiosen Bieler Ökonoms Bruno Moser, der bei den Ständeratswahlen 2015 dafür gesorgt hatte, dass es nicht zu stillen Wahlen gekommen war, und damit nicht wenige Bernerinnen und Berner verärgert hatte.

Die SVP-Kandidierenden traten mit dem Slogan «Wir beleben Bern» an. Sie wurden von der FDP und der EDU sowie den Wirtschaftsverbänden zur Wahl empfohlen. Die BDP unterstützte zwar Schnegg, nicht aber Guggisberg, gegen den sich auch zahlreiche FDP-Mitglieder aussprachen. Da ein Sitz für die bürgerliche Wende genügte, kritisierten viele Bürgerliche, dass die SVP mit zwei Kandidaten antrat. Die Volkspartei verfügte über ein Wahlkampfbudget von einer Viertelmillion, wobei die beiden Kandidierenden selber zusammen noch einmal rund CHF 50'000 einbrachten. Von den beiden SP-Kandidierenden galt insbesondere Christoph Ammann auch bei den Bürgerlichen als wählbar, sass doch auch Vertreterinnen und Vertreter von BDP und FDP in seinem Unterstützungskomitee. Amman wurde von den Jungfreisinnigen gar offiziell empfohlen. Die SP versuchte mit dem Slogan «Erfahrung wählen» bei den Wahlberechtigten zu punkten. Mit einem Wahlkampfbudget von CHF 55'000 wollte auch die EVP – unterstützt von GLP und CVP – ein Wörtchen mitreden.

Zentrales Thema im Wahlkampf war die Finanzpolitik. Würden die Bürgerlichen die Regierungsmehrheit zurückerobern, dann würden wohl Steuersenkungen und Sparprogramme vorangetrieben. Dies wurde von den Bürgerlichen gutgeheissen, während die Linke nicht müde wurde, davor zu warnen. Häufiger Diskussionspunkt in den Printmedien war zudem die Qualität der Kandidierenden. Beide Parteien seien mit wenig bekannten Köpfen angetreten, was insbesondere der SP den Vorwurf einbrachte, mindestens einen der beiden Sitze kampfflos preiszugeben.

Der erste Wahlgang Ende Februar 2016 brachte lediglich einen Sieger hervor: Christoph Ammann konnte mit 182'476 Stimmen nicht nur seinen ersten Verfolger Lars Guggisberg (176'219 Stimmen) distanzieren, sondern er erreichte als einziger Kandidat das absolute Mehr (181'084 Stimmen). Einen Sitz hatte die Linke damit erfolgreich verteidigen können. In den Medien wurde gemutmasst, ob auch die Durchsetzungsinitiative zu diesem Ergebnis beigetragen habe, über die am gleichen Wochenende abgestimmt wurde und die vor allem linke Kreise mobilisiert habe. Die Wahlbeteiligung betrug denn auch vergleichsweise hohe 52.7 Prozent. Ein Kopf-an-Kopf-Rennen hatten sich Pierre Alain Schnegg (154'217 Stimmen) und Roberto Bernasconi (152'081 Stimmen) geliefert. Sie lagen mit nur 2000 Stimmen Unterschied auf den Rängen drei und vier. Erwartet wenig mit dem Wahlausgang zu tun hatten Patrick Gsteiger (43'192 Stimmen) und Bruno Moser (16'147 Stimmen). Damit stand in einem zweiten Wahlgang der Sitz im Berner Jura zur Disposition; die Deutschschweizer Kandidaten Lars Guggisberg und Bruno Moser schieden folglich aus dem Rennen aus. Weil auch Gsteiger nicht mehr antrat und allgemein angenommen wurde, dass dessen Mitte-Stimmen eher an die Linke gehen würden, schien das Rennen um den «Jura-Sitz» völlig offen. Die Medien machten leichte Vorteile für die SVP aus, war doch die «bürgerliche Wende» nach wie vor das erklärte Ziel der bürgerlichen Parteien. Folglich unterstützte die CVP Pierre Alain Schnegg, während sowohl die EVP als auch die GLP Stimmfreigabe beschlossen. Bernasconi wurde hingegen von den Bernjurassischen Autonomisten unterstützt.

Der im April stattfindende zweite Wahlgang versprach also einiges an Spannung. Entscheidend würde sein, wer den besseren Rückhalt im Wahlkreis Berner Jura erhalten würde, weil diese Stimmen ein höheres Gewicht haben, damit die französische Sprachminderheit möglichst gut repräsentiert wird. Die Ermittlung des Wahlsiegers über das so genannte «geometrische Mittel» erübrigte sich dann jedoch, da Pierre Alain Schnegg sowohl im Berner Jura als auch im gesamten Kanton Bern mehr Stimmen erhielt (111'657) als Roberto Bernasconi (107'755). Bernasconi konnte seine Anhängerinnen und Anhänger sowohl im ganzen Kanton wie auch im Berner Jura anscheinend weniger gut mobilisieren als der Vertreter der SVP, der in der französischsprachigen Region 57.1 Prozent der Stimmen erzielte. Insgesamt lag die Wahlbeteiligung mit 30.4 Prozent mehr als 20 Prozentpunkte unter derjenigen im ersten Wahlgang.

Der «Jura-Sitz» war damit auch 2016 entscheidend für die Mehrheitsverhältnisse in der Berner Regierung, die fortan wieder bürgerlich geprägt war. Die seit 2006 herrschende «Cohabitation» – das Nebeneinander einer linken Regierung und eines rechtsbürgerlich geprägten Parlaments – wurde damit im Kanton Bern beendet. In den Printmedien wurde die bürgerliche Wende als Chance für den Kanton Bern beschrieben, der wieder zum Normalfall werde. Allerdings würden die Karten bei den Gesamterneuerungswahlen 2018 wohl wieder neu gemischt werden.<sup>8</sup>

## Election complémentaire au gouvernement obwaldien 2016

### Kantonale Ersatzwahlen

WAHLEN  
DATUM: 28.02.2016  
DIANE PORCELLANA

Le conseiller d'Etat Hans Wallimann (pdc) a annoncé sa **démission du gouvernement cantonal obwaldien**, après dix-sept années en son sein. Le PS a décidé de ne pas proposer de candidat, alors que le PDC souhaitait présenter un candidat, à savoir Christophe Amstad. L'UDC ne voulait pas que le candidat PDC soit élu de manière tacite. Quant au PLR, bien qu'il n'ait pas proposé de candidat, il espérait que le PDC présente au moins deux candidats pour éviter une élection tacite, jugé non démocratique. Le PDC n'a pas répondu au souhait des autres partis bourgeois et a rappelé que, pour l'élection des deux membres PLR du gouvernement (Esther Gasser et Maya Büchi), seule leur candidature avait été proposée. L'UDC n'a finalement pas proposé de candidat, en raison d'un manque de personne pouvant se mettre à disposition. Bien qu'il ait essayé à trois reprises (en 2002, 2009 et 2014) d'accéder au gouvernement, ses tentatives ont toujours échoué, alors que le parti représente la deuxième force du Parlement obwaldien. De plus, outre le manque de disponibilité, un "un contre un" entre le PDC et l'UDC ne donnait que peu de chance à l'UDC d'avoir un siège, en cause la présence d'un bloc centre-gauche.

Le 28 février, a donc été élu tacitement le candidat PDC Christophe Amstad. La composition partisane du gouvernement cantonal reste donc inchangée, avec Paul Federer (plr), Maya Büchi (plr), Niklaus Bleiker (pdc), Christophe Amstad et Franz Enderli (pcs). Peu après, le conseiller d'Etat Paul Federer a annoncé qu'il souhaitait prendre sa retraite en juin 2017, alors que la période de législature en cours se termine en 2018.<sup>9</sup>

WAHLEN  
DATUM: 13.12.2016  
DIANE PORCELLANA

**Josef Hess** (sans parti), seul candidat pour l'élection complémentaire, **est élu tacitement au gouvernement obwaldien**. Il remplacera en juillet prochain le conseiller d'Etat Paul Federer (plr). Le PLR, faute de candidat, a renoncé à présenter une candidature pour sauver son siège laissé vacant et soutient Josef Hess. L'UDC s'est également abstenue, persuadée qu'elle ne pourrait avoir l'appui des autres partis pour être représentée au sein de l'exécutif cantonal. Le PLR n'a donc plus qu'un siège au gouvernement.<sup>10</sup>

# Election complémentaire à Nidwald 2016

## Kantonale Ersatzwahlen

WAHLEN  
DATUM: 05.03.2016  
DIANE PORCELLANA

Suite à l'élection du conseiller d'Etat Hans Wicki (plr) au Conseil des Etats lors des élections fédérales du 18 octobre 2015, il y a eu une **élection complémentaire à Nidwald**. Le PLR, souhaitant garder son siège afin de maintenir ses trois sièges, a présenté Sepp Durrer. Le PDC, avec la candidature de Josef Niederberger, espérait un troisième siège au gouvernement, tout comme l'UDC qui proposait le candidat Walter Odermatt. Les Verts ont également proposé un candidat, Conrad Wagner, en vue de tenter d'accéder à nouveau au gouvernement, après en avoir été écarté en 2010. Lors de la campagne, une photo compromettante de leur candidat, le montrant alcoolisé, a entaché l'image du parti. Celle-ci aurait été envoyée à la presse par un membre d'un autre parti.

Au premier tour, aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue (10'083 voix). Josef Niederberger a eu le meilleur score (6'050 voix), suivi par Walter Odermatt (5'394 voix), puis par Sepp Durrer (4'341 voix) et enfin par Conrad Wagner (3'944 voix).

Pour le deuxième tour, agendé au 10 avril 2016, le PDC a été le premier parti à confirmer la candidature de son candidat. Les autres partis, ayant pris plus de temps pour réfléchir, n'ont finalement présenté aucun candidat. Alors que le scénario le plus probable était une candidature du PDC et de l'UDC, en raison de la grande différence de voix obtenues lors du premier tour, l'UDC a estimé ne pas avoir les ressources nécessaires, en terme d'argent et de profil de candidat, pour participer au deuxième tour. Les Verts ont interprété les résultats du premier tour comme la volonté du peuple d'un gouvernement bourgeois, au lieu de la présence de toutes les forces politiques au sein du gouvernement. Concernant le PLR, Sepp Durrer n'a pas reçu le soutien nécessaire de son parti pour figurer parmi les candidats du deuxième tour, le PLR estimant que les chances étaient trop faibles et voulant plutôt s'investir activement en 2018. Ainsi, le 5 mars 2016, au lendemain du terme fixé pour l'annonce des candidatures, Josef Niederberger a donc été élu pour succéder à Hans Wicki. Suite à la perte du siège PLR au profit du PDC, le nouveau gouvernement se compose de deux PLR, de deux UDC et de trois PDC.<sup>11</sup>

# Election au gouvernement d'Appenzell Rhodes-Interieures 2016

## Wahlen in kantonale Regierungen

WAHLEN  
DATUM: 24.04.2016  
DIANE PORCELLANA

Comme chaque année a lieu la Landsgemeinde à **Appenzell Rhodes-Interieures** pour l'élection des 7 membres de la Commission d'Etat. L'année 2016 est marquée par l'anniversaire des 25 ans de la participation des femmes à la Landsgemeinde. Alors qu'en 2015, le membre de l'exécutif Lorenz Koller (pdc) avait démissionné pour des motifs de fatigue, et été remplacé lors de la Landsgemeinde par Stefan Müller (sans parti) cette année tous les membres du gouvernement en place ont été réélus. Ainsi, les membres sont Roland Inauen (sans parti) (président du gouvernement-département de l'éducation), Daniel Fässler (pdc) (présidence du gouvernement inactif-département de l'économie), Antonia Fässler (pdc)(département de la santé et des affaires sociales), Thomas Rechsteiner (pdc) (département des finances), Stefan Müller (département de l'agriculture et de l'exploitation forestière), Stefan Sutter (pdc) (département de la construction et de l'environnement) et Martin Bürki (sans parti) (département de la justice, de la police et des affaires militaires). Suite à l'élection de Stefan Müller, il y a non plus cinq membres du PDC, mais plus que 4. Pour les trois autres sièges, aucun parti n'est représenté.<sup>12</sup>

# Election du gouvernement du canton de Schaffhouse 2016

## Wahlen in kantonale Regierungen

WAHLEN  
DATUM: 28.08.2016  
DIANE PORCELLANA

Les cinq membres du **gouvernement cantonal de Schaffhouse** devaient être, tout comme le parlement cantonal, réélus cette année. Deux des anciens conseillers d'Etat ne se sont pas représentés, à savoir Reto Dubach (plr) et la socialiste Ursula Hafner-Wipf. Christian Amsler (plr), Ernst Landolt (udc) et Rosmarie Widmer Gysel (udc), quant à eux, étaient en course pour un mandat supplémentaire. A côté de ces candidatures, six autres personnes se sont portées candidates. Martin Kessler (plr), les socialistes Walter Vogelsanger et Kurt Zubler, les candidates de la liste alternative Linda De Ventura et Susi Stühlinger, ainsi que Jürg Biedermann (mouvement éco-libéral).

La liste alternative souhaitait affaiblir la majorité bourgeoise présente au gouvernement cantonal, bien qu'elle n'avait peu de chance d'obtenir un siège, sachant que le PS souhaitait maintenir son siège laissé vacant. Le mouvement éco-libéral voulait faire un retour au gouvernement après avoir été évincé en 2004 au profit de l'UDC. Cependant, Jürg Biedermann est très peu connu. Concernant les partis déjà membres du gouvernement, le PLR et le PS voulaient chacun maintenir leur siège laissé vacant. Le PS visait même un second siège, qui a été perdu en 2000 au profit du PLR. Ses candidats, Walter Vogelsanger et Kurt Zubler s'étaient présentés aux élections fédérales, le premier pour le Conseil des états, le second pour le Conseil national. L'obtention d'un deuxième siège au gouvernement pour le PS n'était pas certaine. En effet, si nous regardons la composition du parlement, les 3/5 sont issus du camps bourgeois; le reste représente le camps rouge-vert. Quant au PLR, aux côtés de son conseiller d'Etat Christian Amsler, il proposait Martin Kessler pour remplacer Reto Dubach. Pour l'UDC, il ne présenta finalement que deux candidats au lieu de trois. Il souhaitait avoir trois candidats pour assurer la majorité bourgeoise au sein du gouvernement cantonal. Lors d'une soirée organisée avec tous les candidats, plusieurs thèmes liés à l'actualité du canton ont été discutés, comme par exemples la fusion des communes ou le développement des énergies renouvelables. Au niveau des recommandations, le PDC Schaffhouse soutenait les candidats du PLR. Le Parti évangélique était lui en faveur du Parti socialiste, afin de faire bloc contre les bourgeois. L'Union démocratique fédérale recommandait d'élire les candidats UDC et PLR au gouvernement.

Avec une participation de 59.1% et une majorité absolue de 9'412 voix, les trois anciens membres du gouvernement ont été élus avec le plus de voix, Ernst Landolt avec 15'451 voix, Christian Amsler avec 14'858 voix et Rosmarie Widmer Gysel avec 13'915 voix. Suivent deux nouveaux, Martin Kessler avec 12'106 voix et le socialiste Walter Vogelsanger avec 11'373 voix. Le candidat Kurt Zubler a également obtenu la majorité absolue, plus aucun siège n'était cependant disponible. Linda De Ventura a eu 4'731 voix, suivi par Susi Stühlinger avec 3'960 voix. Jürg Biedermann est arrivé en dernière position avec 3'884 voix. Le gouvernement garde la même composition qu'auparavant et se trouve donc toujours en main bourgeoise. Fait exceptionnel et non souhaité, les villes de Schaffhouse et Neuhausen ne sont plus représentées à l'exécutif, alors qu'elles comptabilisent à elles seules la moitié de la population. Les trois candidats sortants viennent de communes rurales, les deux nouveaux sont issus de la campagne. Le candidat Kurt Zubler, aurait, s'il avait été élu, représenté la ville de Schaffhouse.<sup>13</sup>

# Election gouvernement argovien 2016

## Wahlen in kantonale Regierungen

WAHLEN  
DATUM: 23.10.2016  
DIANE PORCELLANA

Le **gouvernement argovien** a été **renouvelé** selon le mode de scrutin majoritaire. Les membres sortants Alex Hürzeler (udc), Stephan Attiger (plr) et Urs Hofmann (ps) convoitaient un mandat supplémentaire. Susanne Hochuli (verts) et Roland Brogli (pdc) ne se représentaient pas. Outre ces trois candidatures, onze autres personnes se sont lancées pour le premier tour. Pour le PS, Yvonne Feri figurait aux côtés d'Urs Hofmann. Les jeunes socialistes ont également proposé des candidats: Mia Gujer, Mia Jenni et Ariane Müller. Concernant l'UDC, Franziska Roth était en lice. Maya Bally Frehner était l'unique candidate du PBD, tout comme Markus Dieth pour le PDC. Les Verts, en vue de conserver le siège laissé vacant par Susanne Hochuli, proposèrent Robert Obrist. Les Vert'libéraux ont présenté Ruth Jo. Scheier. Finalement, deux autres personnes se sont portées candidates, à savoir Jil Lüscher (sans parti) et Pius Lischer (sans parti). L'UDC, profitant que des membres sortants ne se représentent pas, souhaitait occuper

un deuxième siège à l'exécutif cantonal avec sa candidate Franziska Roth, peu connue dans la sphère politique argovienne. La difficulté pour ce parti, pour cette élection, était de trouver des candidats avec des bons profils pour être présentés. Une alliance entre l'UDC et le PLR a dans un premier temps été envisagée. Finalement, le PLR n'en a pas voulu, car notamment opposé à la candidature de Franziska Roth. Le PBD pensait proposer un candidat afin d'empêcher l'élection de la candidate UDC au premier tour, cette dernière n'étant, aux yeux des bourgeois démocrates, pas éligible à cause de sa vision de l'école. Elle souhaitait un retour aux grandes classes dans les écoles comme il y a une trentaine d'années. Le PBD désirait une alternative bourgeoise plus modérée. Il présenta finalement Maya Bally Frehner. Conscient qu'il ne pourrait siéger à l'exécutif cantonal, le PBD espérait alors que les voix obtenues par sa candidate contribueraient à diminuer le soutien accordé à la deuxième candidate de l'UDC. Le PS, ne désirant également pas que l'UDC acquière un deuxième siège, présenta Yvonne Feri, plus connue que la candidate bourgeoise. Il espérait défendre ainsi les deux sièges de la gauche. Le PDC décida de ne proposer qu'une candidature, afin de maintenir le siège laissé vacant par Roland Brogli. Il se mobilisa pour la sécurité des places de travail, de bonnes conditions générales pour l'économie, une politique migratoire humaine ainsi qu'une politique familiale et générationnelle efficace. Occuper le siège de Susanne Hochuli, anciennement à la tête du département de la santé et du social, va de paire avec la reprise de plusieurs gros dossiers thématiques durant la campagne. En 2017, de nombreux petits logements d'asile devront être réadaptés. Dans les domaines de la santé et du social, il faudra assurer la rentabilité de l'hôpital cantonal dont le gouvernement est le propriétaire et, de plus, faire face à l'augmentation des frais d'aide sociale ainsi que de ceux liés aux soins.

Quatre candidats, dont trois sortants, ont été élus dès le premier tour. La majorité absolue était fixée à 56'687 voix. Urs Hofmann est arrivé en tête, avec un score de 94'407 voix, suivi par Stephan Attiger, avec 88'788 voix. Alex Hürzeler a obtenu la troisième place, avec 82'703 voix. Le PDC Markus Dieth siégera également avec un total de 61'890 voix. Ainsi, le PDC a-t-il assuré son siège au pouvoir exécutif. Concernant le résultat des autres candidats: Franziska Roth a obtenu 47'791 voix, Yvonne Feri 47'320 voix, Maya Bally Frehner 37'826 voix, Robert Obrist 32'946 voix, Ruth Jo. Scheier 17'964 voix, Jil Lüscher 12'922 voix, Mia Gujer 9'320 voix, Mia Jenni 8'292 voix, Ariane Müller 6'819 voix et Pius Lischer 4'798 voix.

Au deuxième tour, le 27 novembre 2016, seules cinq candidatures ont été présentées: Franziska Roth, Jil Lüscher, Pius Lischer, Yvonne Feri et Maya Bally Frehner. Le PLR recommandait la candidate de l'UDC, car bourgeoise. Avec l'élection de Franziska Roth, qui a obtenu 61'160 voix, l'UDC dispose donc d'un deuxième élu au gouvernement, au détriment des Verts, qui ont perdu leur siège. En deuxième position, Yvonne Feri comptabilisait 51'344 voix, suivie par Maya Bally Frehner avec 39'788 voix, Jil Lüscher avec 5'800 voix et Pius Lischer avec 1'383 voix.<sup>14</sup>

## Election du gouvernement du canton de Bâle-Ville 2016

### Wahlen in kantonale Regierungen

Sur les sept membres sortants du **gouvernement du canton de Bâle Ville**, deux ne se représentaient pas pour un mandat supplémentaire: le libéral-démocrate Christoph Eymann, élu au Conseil national en octobre 2015, et Guy Morin (verts). Les socialistes Christoph Brutschin, Eva Herzog et Hans-Peter Wessels souhaitaient briguer un mandat supplémentaire, tout comme Baschi Dürr (plr) et Lukas Engelberger (pdc). A leurs côtés, sept candidats étaient en lice: Conradin Cramer (pld), Elisabeth Ackermann (bastA), Heidi Mück (bastA), Lorenz Nägelin (udc), Martina Bernasconi (pvl), Eric Weber (va) et Christian Mueller (fuk).

Pour la première fois, une collaboration entre le PDC, le PLR, l'UDC et le PLD a vu le jour, dans le but de retrouver une majorité bourgeoise au gouvernement, majorité perdue depuis douze ans. Quatre candidats profitaient donc de cette collaboration, à savoir Lukas Engelberger, Baschi Dürr, Conradin Cramer et Lorenz Nägelin. Lors des discussions, Michel Rusterholtz (BS, pbd) avait été proposé pour occuper la place de Lorenz Nägelin sur le ticket bourgeois, le candidat UDC ne représentant pas tous les électeurs bourgeois selon certains avis. Finalement, le PBD décida de ne pas présenter son candidat, en tout cas pour le premier tour, afin de ne pas mettre en péril l'atteinte d'une majorité bourgeoise au gouvernement. La stratégie du PS était quant à elle défensive, à savoir assurer la réélection de ses trois membres sortants et, notamment

WAHLEN  
DATUM: 23.10.2016  
DIANE PORCELLANA

avec la candidature d'Elisabeth Ackermann, défendre la majorité rouge-verte. La gauche visait également le siège vacant de Christoph Eymann, afin de renforcer sa présence au gouvernement. Lors de la campagne, l'UDC a mis en avant les thèmes de la sécurité, de la diminution d'impôts et de la lutte contre la criminalité étrangère. Le PS militait pour un contrôle accru des entreprises, pour une politique économique plus redistributive et une meilleure protection des travailleurs. Outre ces thématiques, le PS a choisi de jouer la carte de la transparence quant à son budget de campagne. Les autres partis en course n'ont pas suivi la même voie, estimant que l'électeur n'était pas intéressé par ce genre d'information. Autre fait ayant suscité la curiosité durant cette campagne, la candidate Martina Bernasconi a, dans une vidéo de campagne des jeunes Verts/libéraux, embrassé une fille afin de faire passer un message libéral et en faveur de la liberté. Finalement, une organisation de migrants appela au boycott de l'élection, déplorant l'absence d'une politique d'intégration véritablement constructive.

Lors du premier tour, avec une majorité absolue fixée à 23'422 voix, trois membres sortants du gouvernement sont arrivés en tête: les socialistes Eva Herzog, avec un score de 33'576 voix, et Christophe Brutschin, avec 29'448 voix, ainsi que Lukas Engelberger, qui totalisa 26'635 voix. Deux nouveaux membres accédèrent également au pouvoir exécutif: Conradin Cramer avec 24'078 voix et Elisabeth Ackermann avec 23'546 voix. Hans-Peter Wessels comptabilisa 22'550 voix, nombre insuffisant pour obtenir un siège au regard de la majorité absolue. Suivaient Baschi Dürr avec 21'090 voix, Heidi Mück avec 18'105 voix, Lorenz Nägelin avec 17'269 voix, Martina Bernasconi (14'115 voix), Christian Mueller (6'414 voix) et Eric Weber avec 3'247 voix. Le PLD a donc conservé son siège. Le siège de Guy Morin sera occupé par Elisabeth Ackermann. Les Verts et le Parti socialiste pouvaient d'ores et déjà se féliciter. A la suite de son élection dès le premier tour, il devenait fort probable qu'Elisabeth Ackermann accède à la présidence du gouvernement, son principal concurrent, Baschi Dürr, n'ayant pas obtenu la majorité absolue.

Lors du deuxième tour, organisé le 27 novembre 2016, cinq candidats s'affrontaient pour les deux sièges encore disponibles: les sortants Hans-Peter Wessels et Baschi Dürr, ainsi que Heidi Mück, Lorenz Nägelin et Eric Weber. Hans-Peter Wessels totalisa 26'155 voix, suivi par Baschi Dürr avec 22'906 voix. Tous deux entameront donc un mandat supplémentaire au pouvoir exécutif. Heidi Mück arriva en troisième position avec un total de 21'072 voix, suivie par Lorenz Nägelin (19'084 voix) et Eric Weber (2'716 voix). Elisabeth Ackermann accède à la présidence du gouvernement. C'est donc une majorité rouge-verte qui, une fois de plus, domine le gouvernement bâlois.<sup>15</sup>

## L'élection du gouvernement fribourgeois 2016

### Wahlen in kantonale Regierungen

**L'élection du gouvernement fribourgeois** s'est déroulée en parallèle de celle du Grand Conseil. Sur les sept membres sortants, Erwin Jutzet (FR, ps) et Beat Vonlanthen (FR, pdc) ne se sont pas représentés. Comme raison, le candidat PDC a évoqué son mandat au Conseil des Etats et Erwin Jutzet son âge avancé ainsi que le besoin de «passer le témoin aux plus jeunes». Pour la première fois, et uniquement pour le premier tour, s'est constituée une liste bourgeoise regroupant six candidats de l'UDC, du PDC et du PLR en vue d'obtenir un cinquième siège au gouvernement. Olivier Curty (FR, pdc), les candidats PDC sortants Georges Godel (FR, pdc) et Jean-Pierre Siggen (FR, pdc), Peter Wüthrich (FR, plr) et Maurice Ropraz (FR, plr), également membres du gouvernement précédent, ainsi que Stéphane Peiry (FR, udc) figuraient sur cette liste. L'UDC espérait revenir au gouvernement après avoir été évincée en 1996. Bien que son candidat était très estimé et respecté par les deux autres partis, le principal problème de l'UDC demeurait sa difficulté à rassembler des voix hors de son électorat, voix nécessaires afin de pouvoir siéger dans un gouvernement élu selon le mode de scrutin majoritaire. En faisant alliance avec les autres partis bourgeois, l'UDC tentait ainsi de maximiser ses chances. Les engagements présentés par la liste bourgeoise s'orientaient en faveur de l'économie et de l'emploi. La volonté était de favoriser la création d'emplois par les entreprises, afin que le canton puisse profiter des retours sur investissement et non plus se limiter à son statut de canton pendulaire. Le programme de l'alliance bourgeoise dévoilait six engagements: l'introduction de la RIE III, la poursuite du développement des infrastructures, la lutte contre le mitage du territoire, le renforcement du bilinguisme, la sécurité et, finalement, la mise en place de mesures pour une meilleure conciliation entre vie professionnelle et familiale. Le budget de

WAHLEN  
DATUM: 27.11.2016  
DIANE PORCELLANA

campagne était de 200'000 de francs suisses. La gauche proposa également une liste, incluant les candidats PS, Verts et PCS. Le PS, dont un siège était laissé vacant par Erwin Jutzet, décida finalement de ne proposer que deux autres candidatures en plus de celle de l'ancienne membre du gouvernement Anne-Claude Demierre (FR, ps). Ainsi, Ursula Schneider Schüttel (FR, ps) et Jean-François Steiert (ps, FR), Conseiller national, se sont-ils portés candidat(e)s aux côtés de l'élue sortante. En 2013, Jean-François Steiert avait manqué son entrée au gouvernement face au candidat Jean-Pierre Siggen. Le socialiste reprochait notamment le manque d'audace du canton en matière d'investissement dans les domaines de la recherche, de la formation et des transports publics. Concernant les Verts, l'objectif était de maintenir le siège de la candidate sortante Marie Garnier (FR, verts). Finalement, figurait également sur la même liste la candidate Bernadette Mäder Brülhart (FR, pcs) du Parti chrétien-social. L'alliance de gauche espérait ainsi conserver ses trois sièges au gouvernement, voire décrocher un quatrième siège. Son programme s'articulait autour de onze points, dont notamment une meilleure politique familiale, la création d'emplois dans les secteurs agroalimentaires et touristiques et l'accès à la formation pour les adultes. Outre les deux listes évoquées, trois autres candidatures étaient à signaler: Irène Bernhard (FR, pvl) et pour le Parti des artistes Claudio Rugo (FR, pa) et Jessica Goodwin Chescoe (FR, pa).

Lors du premier tour, avec une participation de 39,1% et une majorité absolue fixée à 38'221 voix, sont arrivés en tête les trois anciens membres du gouvernement se trouvant sur la liste bourgeoise, à savoir Jean-Pierre Siggen avec 42'361 voix, Maurice Ropraz avec 42'076 voix et Georges Godel avec 41'881 voix. Olivier Curty a également atteint la majorité absolue avec un score de 40'190 voix et a donc accédé pour la première fois au pouvoir exécutif. Concernant le résultat des deux autres candidates sortantes, elles sont arrivées en huitième et neuvième place, Marie Garnier avec 30'683 voix et Anne-Claude Demierre avec 29'534 voix. Toutes deux ont été devancées par Peter Wüthrich (35'801 voix), Jean-François Steiert (34'222 voix) et Stéphane Peiry (33'847 voix). Pour les autres candidatures, Ursula Schneider Schüttel a obtenu 27'659 voix, suivie par Bernadette Mäder-Brülhart avec 25'548 voix et Irène Bernhard avec 6'419 voix. Claudio Rugo (2'941 voix) et Jessica Goodwin Chescoe (2'478 voix) figuraient en dernières positions. Au premier tour, la liste de gauche n'a donc obtenu aucun siège, alors que la liste bourgeoise a placé quatre candidats.

Pour le deuxième tour, le 27 novembre 2016, trois sièges restaient à répartir. Au vue des premières tendances, les états-majors du PDC, de l'UDC et du PLR s'étaient réunis à huis-clos dans l'après-midi du 6 novembre 2016, pour déterminer la stratégie à adopter pour le deuxième tour. Deux scénarios ont été envisagés. Si l'alliance bourgeoise proposait seulement Stéphane Peiry, il y avait le risque que les bases de l'électorat du PDC et du PLR déserteraient les bureaux de vote étant donné qu'ils avaient déjà leurs candidats élus. Malgré l'assurance donnée par les chefs de ces partis quand à la loyauté de leur électorat, sans leurs voix, le candidat UDC n'avait aucune chance d'être élu. Le deuxième scénario soutenu par le PLR, souhaitait proposer un double ticket, Stéphane Peiry et Peter Wüthrich. Ce dernier ayant fait un meilleur score, il offrait plus de chances d'un cinquième siège au gouvernement fribourgeois pour l'alliance bourgeoise, car l'électorat aurait été plus largement mobilisé. Cependant, le risque était de diviser les voix entre les candidats. La stratégie retenue a été donc celle de l'unique candidature, en vue de respecter les conditions de l'alliance, à savoir avoir une représentation des différentes parties contractantes. L'UDC s'est vue rassurée, un duel avec Peter Wüthrich aurait certainement rendu le candidat UDC perdant. Peter Wüthrich, déçu pour son électorat, déplora de contrer la volonté du peuple en évinçant sa candidature au deuxième tour afin de contenter la présence des partis au gouvernement cantonal. L'Alliance de gauche proposait trois noms pour confirmer ses trois sièges à l'exécutif. Il s'agissait de Marie Garnier, Jean-François Steiert et Anne-Claude Demierre. Ursula Schneider Schüttel, arrivant en quatrième position de la liste, ne concourra pas pour ne pas disperser les voix. La campagne du deuxième tour était calme, un seul événement vint la bouleverser: la réticence de plusieurs membres de PDC de voter pour un candidat UDC. Lors d'un reportage de la Radio télévision suisse romande (RTS), un conseiller communal PDC de la ville de Fribourg, Laurent Dietrich, déclarait qu'il faudrait faire un choix entre Stéphane Peiry et Marie Garnier. Interprété comme un manque de loyauté à l'alliance bourgeoise, le président du PDC cantonal André Schoenenweid souhaite sanctionner Laurent Dietrich soit par un blâme pour avoir manqué à son devoir de réserve, jusqu'à une exclusion du parti pour ses nombreux manquements. D'autres figures politiques interrogées ont relativisé la maladresse de conseiller communal, il conviendrait même de s'interroger si ce n'était pas un règlement de compte personnel suite à la défaite du président cantonal du parti pour les élections communales de la ville de Fribourg face à Laurent Dietrich. Avec un score de 45'176 voix, Jean-François Steiert est parvenu une nouvelle fois à devancer Marie

Garnier (41'600 voix) et Anne-Claude Demierre (40'783 voix). Arrivé juste derrière Jean-François Steiert au premier tour, Stéphane Peiry a pris la dernière position du second tour, perdant ainsi sa chance d'accéder au gouvernement. Par conséquent, les candidats sortants ont tous été réélus. Le PDC maintient son siège, laissé vacant, grâce à l'élection d'Oliver Curty au premier tour. Le PS maintient également ses deux sièges lors du deuxième tour avec l'élection de Jean-François Steiert. Le soutien PLR et PDC n'aura pas suffi à l'UDC pour entrer au gouvernement. Le peuple a préféré conserver un certain équilibre des forces et privilégier la constance. Jean-François Steiert ne siègera dès à présent plus au Conseil national, afin d'exercer son mandat au gouvernement fribourgeois. Il sera remplacé par Ursula Schneider Schüttel, la première des viennent-ensuite de la liste socialiste lors des élections fédérales d'octobre 2015. L'Entente bourgeoise, face à l'échec de l'UDC, ne se renouvellera pas. Elle n'a pas rempli le contrat, avoir cinq membres dont un UDC au gouvernement. L'UDC accusa la base des autres parties contractantes pour son échec et mit en doute la surreprésentation de trois PDC au gouvernement. Au regard des analyses des votes, le PDC a donné plus de voix au candidat UDC lors du deuxième tour, son électorat a donc plutôt joué le jeu.<sup>16</sup>

---

1) Elections cantonales et communales 2016

2) ZGZ, 5.12.15, 16.1.16

3) TZ, 28.11., 1.12.15, 15.1.16; SGT, 20.2.16; TZ, 29.2.16

4) BU, 9.1.16; BU, 13.1.16; TA, 10.3.16; BU, 21.3.16

5) Résultat deuxième tour; Résultat premier tour; URZ, 11.12., 18.12.15; TA, 29.2.16; NZZ, 11.4.16

6) Bund, 4.11.15; BZ, 9.11.15; Bund, 1.12., 19.12.15; BZ, 9.1., 29.3.16; Bund, LT, 4.4.16

7) Résultat deuxième tour; Résultat détaillé deuxième tour par circonscription; Résultat détaillé premier tour par circonscription; Résultat premier tour; SGT, 21.9.15, 9.2.16; NZZ, SGT, 29.2.16; SGT, 25.4.16

8) BZ, 7.1.16; Bund, 11.1.16; BZ, 12.1., 13.1.16; Bund, 14.1.16; BZ, 15.1.16; BZ, 16.1.16; BZ, 21.1., 25.1.16; BZ, Bund, 26.1.16; BZ, 29.1., 30.1., 1.2.16; Bund, 4.2.16; NZZ, 5.2.16; Bund, 10.2.16; Bund, TA, 29.2.16; BZ, 1.3., 7.3., 8.3.16; Bund, 23.3.16; SZ, 24.3.16; Bund, 26.3.16; NZZ, 30.3.16; BZ, Bund, NZZ, SGT, TA, 4.4.16

9) OWZ, 13.1., 15.1., 16.1., 2.3.16

10) LZ, NZZ, 13.12.16

11) NWZ, 20.2., 29.2., 2.3., 3.3.16

12) Communication du média RTS du 24.4.16; Résultat officiel Landsgemeinde 2016; NZZ, 27.4.15

13) Résultats gouvernement cantonal; SN, 15.3., 14.4., 4.8.16; NZZ, 24.8., 29.8.16

14) Résultat 1er tour; Résultat 2e tour; AZ, 29.7., 6.8., 16.8., 17.8., 17.9.16; NZZ, 14.10.16; AZ, 24.10.16; AZ, 25.10., 28.11.16

15) Résultat 1er tour; Résultat 2e tour; NZZ, 9.8.16; BLZ, 24.8.16; BaZ, 11.10., 24.10., 28.11.16

16) Résultat 1er tour; Résultat 2e tour; Lib, 22.1., 14.6., 30.8., 1.9., 7.11., 8.11., 19.11.16; LT, 28.11.16; LZ, 25.7.17